

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 november 1999

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van artikel 101 van de
faillissementswet van 8 augustus 1997**

(ingediend door de heer Jean-Pierre Grafé)

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 novembre 1999

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'article 101 de la loi du 8 août
1997 sur les faillites**

(déposée par M. Jean-Pierre Grafé)

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social-chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie&ID21

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000: Parlementair document van de 50e zittingsperiode +
het nummer en het volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA : Handelingen (Integraal Verslag)
BV : Beknopt Verslag
PLEN : Plenum
COM : Commissievergadering

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e
législature, suivi du n° et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites
HA : Annales (Compte Rendu Intégral)
CRA : Compte Rendu Analytique
PLEN : Séance plénière
COM : Réunion de commission

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

DAMES EN HEREN,

Dit wetvoorstel neemt de tekst over van wetvoorstel nr. 2153/1-98/99.

Een moeilijkheid blijkt zich voor te doen met betrekking tot de toepassing van artikel 101, derde lid, van de faillissementswet van 8 augustus 1997. Daarin wordt het volgende bepaald: «Op straffe van verval moet de rechtsvordering tot terugvordering worden ingesteld voor de sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen.».

De hierboven aangehaalde tekst geeft de indruk dat voor de terugvordering noodzakelijkerwijze vereist is dat een rechtsvordering wordt ingesteld. Tal van gezaghebbende auteurs zijn het niet met dat standpunt eens.

1. F. Georges, «*Prérogatives du partenaire du commerçant en faillite: état des lieux*», CDVA-seminarie van 6 en 7 november 1997, blz. 322 en volgende:

«La revendication est-elle une manifestation unilatérale de volonté émanant du vendeur impayé ou doit-elle se couler en une action en justice?»

Certes, le dernier alinéa de l'article 101 évoque une action en revendication, mais plusieurs arguments militent en faveur de la première branche de l'alternative. Tout d'abord, on ne sait pas expliquer pourquoi le texte parle d'action, alors que l'amendement du gouvernement introduisant l'article, voté tel quel et non modifié depuis sur ce point, mentionnait simplement la revendication. En deuxième lieu, l'article 108 est incontestablement applicable à la revendication du vendeur qui s'est réservé la propriété des biens vendus; or, cet article prévoit que le curateur peut admettre les revendications, avec l'approbation du juge-commissaire. Ce n'est qu'en cas d'opposition du curateur ou du juge-commissaire, que la revendication deviendrait contentieuse. Enfin, sous l'empire du régime issu des arrêts de 1993, la jurisprudence a clairement décidé, à l'encontre d'auteurs qui exigeaient l'exercice d'une action en justice, que la revendication, acte juridique unilatéral réceptice, n'était pas subordonnée à la signification d'une citation.

En résumé, toute demande informelle du vendeur sera efficace, pourvu qu'il puisse en produire la preuve.».

2. I. Verougstraete, «*Manuel de la faillite et du concordat*», Kluwer, 1998, blz. 465:

«L'article 101, alinéa 3, dispose que, à peine de déchéance, l'action en revendication doit être exercée

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition n° 2153/1-98/99.

Une difficulté semble surgir au sujet de l'application de l'article 101, alinéa 3, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites. Selon la disposition précitée, «à peine de déchéance, l'action en revendication doit être exercée avant la clôture du procès-verbal de vérification des créances».

Le texte reproduit ci-dessus donne à penser que la revendication suppose nécessairement une instance en justice. Nombre d'auteurs qui font autorité ne partagent pas ce point de vue.

1. F. Georges, «*Prérogatives du partenaire du commerçant en faillite : état des lieux*», séminaire CDVA des 6 et 7 novembre 1997, pp. 322 et suivantes :

«La revendication est-elle une manifestation unilatérale de volonté émanant du vendeur impayé ou doit-elle se couler en une action en justice ?

Certes, le dernier alinéa de l'article 101 évoque une action en revendication, mais plusieurs arguments militent en faveur de la première branche de l'alternative. Tout d'abord, on ne sait pas expliquer pourquoi le texte parle d'action, alors que l'amendement du gouvernement introduisant l'article, voté tel quel et non modifié depuis sur ce point, mentionnait simplement la revendication. En deuxième lieu, l'article 108 est incontestablement applicable à la revendication du vendeur qui s'est réservé la propriété des biens vendus; or, cet article prévoit que le curateur peut admettre les revendications, avec l'approbation du juge-commissaire. Ce n'est qu'en cas d'opposition du curateur ou du juge-commissaire, que la revendication deviendrait contentieuse. Enfin, sous l'empire du régime issu des arrêts de 1993, la jurisprudence a clairement décidé, à l'encontre d'auteurs qui exigeaient l'exercice d'une action en justice, que la revendication, acte juridique unilatéral réceptice, n'était pas subordonnée à la signification d'une citation.

En résumé, toute demande informelle du vendeur sera efficace, pourvu qu'il puisse en produire la preuve.».

2. I. Verougstraete, «*Manuel de la faillite et du concordat*», Kluwer, 1998, p. 465 :

«L'article 101, alinéa 3, dispose que, à peine de déchéance, l'action en revendication doit être exercée

avant la clôture du procès-verbal de vérification des créances.

Une sommation suffit pour que cet exercice soit établi: il n'est pas nécessaire qu'une action judiciaire ait été introduite. Ce qu'il faut, c'est permettre au curateur de faire le point avant la clôture du procès-verbal de vérification des créances.».

3. A. Zenner, «Dépistage, faillites et concordats», Larcier, 1998, blz. 468:

«La revendication n'est pas soumise à des conditions de forme particulières, sauf convention contraire. Son exercice n'implique pas une citation.».

4. P. Van Ommeslaghe, «Créanciers, comment tirer partie de la propriété, du droit de rétention et du droit des obligations pour renforcer vos droits», EFE-seminarie, 21 november 1996, blz. 7, geciteerd door E. Cusas en J.P. Renard, «Le nouveau droit du concordat et de la faillite», Kluwer, 1997, blz. 172 en overgenomen door M. Grégoire, «L'efficacité des garanties», EFE-seminarie van 22 september 1998, blz. 34:

«On peut penser que cela n'implique pas une assignation, mais, comme auparavant, la manifestation de l'intention de se prévaloir de la clause, puisque le curateur peut admettre les demandes en revendication avec l'autorisation du juge-commissaire, sans devoir attendre une décision du tribunal sur une contestation.».

5. Ph. Gérard, J. Windey en M. Grégoire, «Le concordat judiciaire et la faillite, Lois des 17 juillet et 8 août 1997», Les dossiers du Journal des Tribunaux, Larcier, 1998, blz. 208:

«L'action en revendication doit être exercée avant la clôture du procès-verbal de vérification des créances. On peut penser que cela n'implique pas une assignation, mais comme auparavant, la manifestation de l'intention de se prévaloir de la clause, puisque, d'après l'article 108, le curateur peut admettre les demandes en revendication avec l'autorisation du juge-commissaire sans devoir attendre une décision du tribunal sur une contestation.»¹

6. F. Georges, «Moyens de se prémunir contre la défaillance de ses cocontractants», Actualités du droit, 1997-3, blz. 573:

avant la clôture du procès-verbal de vérification des créances.

Une sommation suffit pour que cet exercice soit établi : il n'est pas nécessaire qu'une action judiciaire ait été introduite. Ce qu'il faut, c'est permettre au curateur de faire le point avant la clôture du procès-verbal de vérification des créances.».

3. A. Zenner, «Dépistage, faillites et concordats», Larcier, 1998, p. 468 :

«La revendication n'est pas soumise à des conditions de forme particulières, sauf convention contraire. Son exercice n'implique pas une citation.».

4. P. Van Ommeslaghe, «Créanciers, comment tirer partie de la propriété, du droit de rétention et du droit des obligations pour renforcer vos droits», séminaire EFE, 21 novembre 1996, p. 7, cité par E. Cusas et J.P. Renard, «Le nouveau droit du concordat et de la faillite», Kluwer, 1997, p. 172 et repris par M. Grégoire, «L'efficacité des garanties», Séminaire EFE du 22 septembre 1998, p. 34 :

«On peut penser que cela n'implique pas une assignation, mais, comme auparavant, la manifestation de l'intention de se prévaloir de la clause, puisque le curateur peut admettre les demandes en revendication avec l'autorisation du juge-commissaire, sans devoir attendre une décision du tribunal sur une contestation.».

5. Ph. Gérard, J. Windey et M. Grégoire, «Le concordat judiciaire et la faillite, Lois des 17 juillet et 8 août 1997», Les dossiers du Journal des Tribunaux, Larcier, 1998, p. 208 :

«L'action en revendication doit être exercée avant la clôture du procès-verbal de vérification des créances. On peut penser que cela n'implique pas une assignation, mais comme auparavant, la manifestation de l'intention de se prévaloir de la clause, puisque, d'après l'article 108, le curateur peut admettre les demandes en revendication avec l'autorisation du juge-commissaire sans devoir attendre une décision du tribunal sur une contestation.»¹.

6. F. Georges, «Moyens de se prémunir contre la défaillance de ses cocontractants», Actualités du droit, 1997-3, p. 573 :

¹ Zoals u vaststelt, sluiten die auteurs zich aan bij de mening van professor Van Ommeslaghe, die ze haast woordelijk overnemen; ze voegen alleen een verwijzing toe naar artikel 108 van de wet.

¹ Comme vous le constaterez, ces auteurs souscrivent à l'opinion du professeur Van Ommeslaghe qu'ils reprennent, presque mot pour mot, en ajoutant simplement une référence à l'article 108 de la loi.

«A peine de déchéance, l'action en revendication doit être exercée avant la clôture du procès-verbal de vérification des créances (article 101 in fine). Les travaux préparatoires n'expliquent pas pourquoi le texte de l'article 101 évoque une «action en revendication», alors que l'amendement du gouvernement à l'origine du texte, ne parle que de revendication.

Nous pensons personnellement que cette revendication est une manifestation de volonté unilatérale émanant du vendeur impayé: si une action en justice n'est nécessaire qu'en cas de refus de l'acheteur ou du curateur, le vendeur fera bien de se réserver une preuve de l'émission de sa volonté par exemple, par le biais d'un envoi recommandé.».

7. J. Verlinden, «Overzicht van de nieuwe wetten betreffende het faillissement en het gerechtelijk akkoord», TRV, 1998, blz. 20 tot 117:

«Ten slotte moet de terugvordering binnen een zeer korte vervalltermijn worden ingesteld met name voor de sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen. Deze termijn verstrijkt ten laatste zestig dagen na het vonnis van faillietverklaring, maar hij kan ook korter zijn.».

Ondanks de overvloedige rechtsleer die hierboven wordt aangehaald, zijn enkele auteurs de mening toegedaan dat een dagvaarding voor het gerecht nodig is opdat de rechtsovername tot terugvordering met succes kan worden bekroond:

1. E. Dirix, «Eigendomsvoorbehoud», RW, 1997-1998, blz. 491, nr. 33:

«Is de koper failliet verklaard dan wordt het verzoek tot terugvordering gericht aan de curator die gerechtigd is met goedkeuring van de rechter-commissaris aan dit verzoek gevolg te geven (zie art. 108 Faill. W.). Weigert de curator het verzoek in te willigen, dan zal de verkoper de curator daartoe dagvaarden voor de rechtbank van koophandel. Gelet op die vervalltermijn, moet die «rechtsovername» dan tijdig worden ingesteld.».

2. H. Braeckmans, E. Dirix et E. Wymeersch, «Faillissement & Gerechtelijk Akkoord, Het nieuwe recht», Kluwer, 1998, blz. 407, nr. 66:

«Werd de koper failliet verklaard, dan wordt het verzoek tot terugvordering gericht aan de curator die gerechtigd is met goedkeuring van de rechter-commissaris aan dit verzoek gevolg te geven (zie art. 108 Faill. W.). Weigert de curator het verzoek in te willigen, dan zal de verkoper de curator daartoe dagvaarden voor de rechtbank van koophandel. Gelet op artikel 101, 3e lid,

«A peine de déchéance, l'action en revendication doit être exercée avant la clôture du procès-verbal de vérification des créances (article 101 in fine). Les travaux préparatoires n'expliquent pas pourquoi le texte de l'article 101 évoque une «action en revendication», alors que l'amendement du gouvernement à l'origine du texte, ne parle que de revendication.

Nous pensons personnellement que cette revendication est une manifestation de volonté unilatérale émanant du vendeur impayé : si une action en justice n'est nécessaire qu'en cas de refus de l'acheteur ou du curateur, le vendeur fera bien de se réserver une preuve de l'émission de sa volonté par exemple, par le biais d'un envoi recommandé.».

7. J. Verlinden, «Overzicht van de nieuwe wetten betreffende het faillissement en het gerechtelijk akkoord», TRV, 1998, pp. 20 à 117 :

«Ten slotte moet de terugvordering binnen een zeer korte vervalltermijn worden ingesteld met name voor de sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen. Deze termijn verstrijkt ten laatste zestig dagen na het vonnis van faillietverklaring, maar hij kan ook korter zijn.».

Malgré l'abondante doctrine reproduite ci-dessus, quelques auteurs sont d'avis qu'une citation en justice s'impose pour que l'action en revendication soit couronnée de succès :

1 E. Dirix, «Eigendomsvoorbehoud» RW, 1997-1998, p. 491, n°33 :

«Is de koper failliet verklaard dan wordt het verzoek tot terugvordering gericht aan de curator die gerechtigd is met goedkeuring van de rechter-commissaris aan dit verzoek gevolg te geven (zie art. 108 Faill. W.). Weigert de curator het verzoek in te willigen, dan zal de verkoper de curator daartoe dagvaarden voor de rechtbank van koophandel. Gelet op die vervalltermijn, moet die «rechtsovername» dan tijdig worden ingesteld.».

2. H. Braeckmans, E. Dirix et E. Wymeersch, «Faillissement & Gerechtelijk Akkoord, Het nieuwe recht», Kluwer, 1998, p. 407, nr. 66 :

«Werd de koper failliet verklaard, dan wordt het verzoek tot terugvordering gericht aan de curator die gerechtigd is met goedkeuring van de rechter-commissaris aan dit verzoek gevolg te geven (zie art. 108 Faill. W.). Weigert de curator het verzoek in te willigen, dan zal de verkoper de curator daartoe dagvaarden voor de rechtbank van koophandel. Gelet

dient deze «rechtsoverdracht» te worden ingesteld voor de sluiting van het proces-verbaal van verificatie van schuldoverdracht.²

Vooraf van in het buitenland gevestigde schuldeisers, die praktisch gesproken dikwijls pas na enkele weken door een brief van de curator op de hoogte zullen worden gebracht van het faillissement, vraagt dit een zeer snelle reactie. De wetgever wenste dat zo snel mogelijk duidelijkheid zou bestaan omtrent de inhoud van de failliete boedel.».

In het algemeen blijkt uit een onderzoek van de rechtsleer dat de Franstalige auteurs niet van mening zijn dat de in de wet gehanteerde uitdrukking «*action en revendication*» (rechtsoverdracht tot terugoverdracht) noodzakelijkerwijze een gerechtelijke procedure veronderstelt.

De Nederlandstalige auteurs, met uitzondering van J. Verlinden, concluderen daarentegen dat een gerechtelijke procedure nodig is. Ook de rechtbank van Dendermonde is die mening toegedaan, aangezien ze in een vonnis van 5 oktober 1998 besliste dat de schuldeiser die de overdracht indient, in geval van aanvechting door de curator, verplicht is het geschil voor de rechtbank te brengen voor de sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldoverdrachten, op straffe van zijn rechten te verliezen. De rechtbank grondde haar beslissing hierop dat de tekst van de wet duidelijk is en geen interpretatie behoeft.

Die rechterlijke uitspraak en de rechtsleer waarop ze steunt leggen een misverstand bloot, dat het best kan worden opgelost. Terwijl de Franse woorden «*action en revendication*» niet absoluut onverenigbaar zijn met de toepassing van het beding van eigendomsvoorbehoud via gewone aangetekende brief, is dat blijkbaar niet het geval voor de Nederlandse woorden «rechtsoverdracht tot terugoverdracht... ingesteld».

Het probleem lijkt te maken te hebben met een onvolkomenheid in de vertaling. Om beide teksten volledig te doen samenvallen, moeten in de Nederlandse tekst de woorden «de rechtsoverdracht tot terugoverdracht» worden vervangen door de woorden «het recht van terugoverdracht» en moet het werkwoord «uitoefenen» worden gebruikt in plaats van het werkwoord «instellen», terwijl in de Franse tekst de woorden «*l'action en revendication*» moeten worden vervangen door de woorden «*le droit de revendication*».

² Opgemerkt zij dat deze tekst volkomen dezelfde is als die welke is verschenen in het RW en die hierboven al werd aangehaald.

op artikel 101, 3e lid dient deze «rechtsoverdracht» te worden ingesteld voor de sluiting van het proces-verbaal van verificatie van schuldoverdracht.²

Vooraf van in het buitenland gevestigde schuldeisers, die praktisch gesproken dikwijls pas na enkele weken door een brief van de curator op de hoogte zullen worden gebracht van het faillissement, vraagt dit een zeer snelle reactie. De wetgever wenste dat zo snel mogelijk duidelijkheid zou bestaan omtrent de inhoud van de failliete boedel.».

D'une manière générale, l'examen de la doctrine révèle que les auteurs francophones ne considèrent pas que l'expression «*action en revendication*» contenue dans la loi implique nécessairement une procédure judiciaire.

En revanche, les auteurs néerlandophones, à l'exception de J. Verlinden, concluent à la nécessité d'une instance en justice. Telle est également l'opinion du tribunal de Termonde qui, dans un jugement du 5 octobre 1998, a décidé qu'en cas de contestation du curateur, le créancier revendiquant devait impérativement porter le litige devant le tribunal avant la clôture du procès-verbal de vérification de créances, à peine d'être déchu de ses droits. Le tribunal s'est fondé sur le fait que le texte de la loi est clair et n'appelle pas d'interprétation.

Cette jurisprudence et la doctrine sur laquelle elle se fonde révèlent un malentendu qu'il serait heureux de dissiper. En effet, alors que les mots français «*action en revendication*» ne sont pas absolument inconciliables avec la mise en oeuvre de la clause de réserve de propriété par simple lettre recommandée, tel ne semble pas être le cas des mots néerlandais «*rechtsoverdracht tot terugoverdracht ... ingesteld*».

Le problème semble lié à l'imperfection de la traduction. Pour que les deux textes coïncident tout à fait, il faut, dans le texte néerlandais, remplacer les mots «*de rechtsoverdracht tot terugoverdracht*» par les mots «*het recht van terugoverdracht*» et utiliser le verbe «*uitoefenen*» au lieu du verbe «*instellen*», ainsi que remplacer, dans le texte français, les mots «*l'action en revendication*» par les mots «*le droit de revendication*».

² On remarquera que ce texte est identique à celui qui a paru dans le RW, reproduit auparavant.

Bovendien was het, zoals F. Georges³ zeer goed heeft aangetoond, geenszins de bedoeling van de wetgever de verplichting tot een gerechtelijke procedure op te leggen en bevatte het amendement van de regering dat ten grondslag lag aan de invoering van artikel 101, derde lid, in de wet, niet het woord «rechtsvordering».

De tegenstelling tussen de Nederlandstalige en de Franstalige auteurs doet het gevaar ontstaan dat zich, althans voorlopig, in het noorden en het zuiden van het land tegenstrijdige rechtspraak ontwikkelt. Als bovendien andere Vlaamse rechtscolleges in dezelfde zin zouden beslissen als de rechtbank van koophandel van Dendermonde, moet alle eigenaars-schuldeisers worden aangeraden de curatoren te dagvaarden, tot bewaring van recht.

Dat zal een inflatie van rechtszaken veroorzaken, hetgeen niet strookt met de oorspronkelijke wens van de wetgever.

De plus, comme l'a fort bien démontré F. Georges³, l'intention du législateur n'était nullement d'imposer le recours à une instance en justice et l'amendement du gouvernement qui fut à l'origine de l'introduction, dans la loi, de l'article 101, alinéa 3, ne comportait d'ailleurs pas le mot «action».

L'opposition entre les auteurs francophones et néerlandophones risque fort d'aboutir, du moins provisoirement, au développement de deux jurisprudences contradictoires au sud et au nord du pays. En outre, si d'autres juridictions flamandes devaient décider dans le même sens que le tribunal de commerce de Termonde, il faudra conseiller à tous les créanciers-proprétaires de citer les curateurs, à titre conservatoire.

Ceci provoquera une inflation d'instances en justice, ce qui ne correspond pas au vœu initial du législateur.

Jean-Pierre GRAFÉ (PSC)

³ F. Georges, «Prérogatives du partenaire commerçant en faillite: état des lieux», CDVA-seminarie van 6 en 7 november 1997, *art. cit.*

³ F. Georges, «Prérogatives du partenaire du commerçant en faillite: état des lieux», séminaire CDVA des 6 et 7 novembre 1997, *précité.*

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 101, derde lid, van de faillissementswet van 8 augustus 1997, worden de woorden «moet de rechtsvordering tot terugvordering worden ingesteld» vervangen door de woorden «moet het recht van terugvordering worden uitgeoefend».

18 november 1999

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 101, alinéa 3, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, les mots «l'action en revendication doit être exercée» sont remplacés par les mots «le droit de revendication doit être exercé».

18 novembre 1999

Jean-Pierre GRAFÉ (PSC)